



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern

Veröffentlicht am 20. Mai 2019

72. Weltgesundheitsversammlung (Rede auf Französisch)

Genf, 20.5.2019 - Rede von Bundesrat Alain Berset anlässlich der 72. Weltgesundheitsversammlung – es gilt das gesprochene Wort.

Au nom de la Confédération suisse, je vous souhaite une chaleureuse bienvenue à Genève pour la 72e Assemblée mondiale de la Santé placée sous le thème de la « Couverture sanitaire universelle ».

« Ne laisser personne de côté » : tous les Etats membres de l'ONU s'y sont engagés, en adoptant l'Agenda 2030 pour le développement durable. Cet engagement se trouve aussi au cœur du 13ème programme général de travail de l'OMS, avec son objectif du « triple milliard ».

Aujourd'hui encore, l'accès aux soins pour tous représente un défi majeur.

- Je pense aux plus pauvres, qui n'ont pas les moyens financiers de se faire soigner de manière adaptée.
- Je pense aux réfugiés, qui fuient les conflits armés, et aux infrastructures de santé détruites par les combats.
- Je pense aux victimes de catastrophes naturelles et de pandémies, dont les conséquences sanitaires nous ont parfois échappé.
- Je pense enfin aux bébés, aux enfants, aux mères, aux pères que j'ai rencontrés il y a deux semaines à Kaga Bandoro, en République centrafricaine. Ils souffrent de nombreux maux, et ne pourront pour la plupart pas être soignés, puisque aucune intervention chirurgicale plus complexe qu'une appendicite n'y est possible, tant le contexte sanitaire et médical y est fragile.

Nous devons remédier à ces situations. Nous devons trouver les solutions adéquates et surtout les mettre en œuvre.

Lors de cette Assemblée mondiale de la santé, nous aurons l'occasion d'approfondir différents aspects de la couverture sanitaire universelle.

Nos débats devront être menés avec un seul objectif : engager toutes les actions nécessaires pour ne laisser vraiment personne de côté.

Cet objectif a aujourd'hui pour moi une signification toute personnelle. En effet, avec l'Afghanistan et la République centrafricaine, nous avons lancé, ici même, il y a un an, une initiative pour la couverture sanitaire universelle dans les zones fragiles et en situation d'urgence.

C'est dans ce cadre justement que j'ai effectué cette visite récente en République centrafricaine. Et j'en tire une force nouvelle : nous ne pouvons laisser personne de côté. C'est une question de respect, de dignité, d'humanité.

D'après l'OMS, près de la moitié de la population mondiale ne bénéficie pas d'une couverture complète des services de santé essentiels. Par ailleurs, chaque année, 100 millions de personnes tombent dans la pauvreté extrême à cause des dépenses de santé à leur charge.

Assurer une couverture sanitaire universelle, c'est donner à toutes les personnes l'accès aux services de santé dont elles ont besoin.

Cet objectif n'est pas récent. La Constitution de l'OMS stipule que c'est un droit fondamental de tout être humain que d'avoir le meilleur état de santé possible.

Ces dernières années, des progrès indéniables ont été réalisés.

Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans a ainsi diminué de plus de moitié entre 1990 et 2015. Et dans la même période, le taux de mortalité maternelle a diminué de 45% dans le monde.

Ces succès démontrent qu'ensemble, nous pouvons améliorer les conditions de vie partout dans le monde.

Assurer la couverture sanitaire universelle constitue un défi pour tous les pays. Et j'aimerais ici relever trois aspects qui me semblent particulièrement importants dans le cadre de nos discussions :

Premièrement, les situations d'urgence.

La couverture sanitaire universelle doit être garantie dans tous les cas de figure, même les plus fragiles.

Le droit à la santé n'est pas négociable. Chaque année, 350 millions de personnes en moyenne sont affectées par des catastrophes naturelles.

Pour cette année, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies s'attend à ce que 132 millions de personnes aient besoin d'une assistance humanitaire et de protection. La majorité d'entre elles dans un contexte de conflit. Dans ces conditions, maintenir l'accès aux services de santé est très difficile. C'est pourquoi la Suisse a lancé cet « Appel à l'action » pour la couverture sanitaire universelle dans les situations d'urgence.

Il vise à promouvoir des approches cohérentes et inclusives pour assurer la continuité des soins, en soutenant, protégeant et renforçant les systèmes de santé.

Ces interventions ont parfois lieu dans des circonstances difficiles. Notamment lorsque des infrastructures de santé sont prises pour cible, mettant en danger la vie des équipes soignantes.

Or, comme j'ai pu le constater en Centrafrique, lorsque les structures sont mises à mal, les conséquences sont tragiques. On se rend alors compte de l'importance de la cohésion sociale et de la protection qu'offre l'Etat aux plus vulnérables.

J'affirme même ici que la santé est un facteur de rapprochement, un liant de la société et à terme un véhicule pour la paix.

Deuxièmement, la qualité des soins.

Assurer la couverture sanitaire universelle doit se faire avec la qualité nécessaire.

La qualité est primordiale pour garantir la sécurité des patients.

Les événements indésirables lors des traitements génèrent beaucoup de souffrance, et certaines mesures sont efficaces pour les contrer. Par exemple, les stratégies contre les infections associées aux soins. Ou encore la mise en place de protocoles de qualité relativement simples et sûrs à appliquer.

Comme il s'agit d'un défi mondial, la coopération internationale est essentielle. La Suisse aura l'honneur d'organiser le prochain Sommet ministériel mondial sur la sécurité des patients.

Ce Sommet se tiendra à Montreux les 27 et 28 février 2020. Je vous invite d'ores et déjà à y participer afin d'approfondir le dialogue sur cette thématique.

Troisièmement enfin, la pérennité financière des systèmes de santé.

Assurer une couverture sanitaire universelle est un investissement qui a un coût.

Cette pérennité financière signifie que nous devons maîtriser l'augmentation des coûts.

Nous devons unir nos forces et agir ensemble. Pour cela, il faut de la volonté, une volonté politique. De la part de tous les acteurs concernés.

La contribution de l'OMS est à ce titre essentielle. La Suisse salue une coopération efficace de l'OMS avec d'autres agences onusiennes dans les pays.

Car, pour réellement ne laisser personne de côté, le renforcement de la coopération entre les agences onusiennes et les autres partenaires constitue un impératif.

Nous aurons d'ailleurs l'occasion de poursuivre les discussions sur la couverture sanitaire universelle lors de la Réunion de haut niveau qui aura lieu à New York, en septembre prochain.

A l'ère de la numérisation et des nouvelles technologies, nous avons - plus que jamais - les moyens d'assurer la couverture sanitaire universelle pour tous. Agissons pour qu'elle devienne réalité. Partout dans le monde et pour tous.

Je vous remercie de votre attention.

Adresse für Rückfragen

Nicole Lamon, Kommunikationschefin EDI, Tel. +41 78 756 44 49

Herausgeber

Generalsekretariat EDI

www.edi.admin.ch

Themen

Bundesrat

Gesundheit